

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Disponibilité du vaccin anti-Covid en Afrique : l'Union Africaine (UA) en pourparlers
Burundi	Visite des Ambassadeurs de France et de l'UE du tronçon Bujumbura-Nyamitanga
Comores	Inauguration de la centrale solaire hybride de 4 MW d'Engie à Pomoni sur l'Île d'Anjouan
Djibouti	<i>Pas de brève cette semaine</i>
Erythrée	Révision de la feuille de route de soutien humanitaire de l'UNICEF
Ethiopie	Situation humanitaire alarmante dans le Tigré
Kenya	Les autorités prévoient un rebond de l'activité au 2nd semestre
Madagascar	Approbation du Projet de loi de finances initiale (PLFI) 2021 par l'Assemblée Nationale
Maurice	La Banque de Maurice poursuit son soutien aux opérateurs économiques en difficulté
Ouganda	Projet de développement dans la région de la centrale hydroélectrique d'Isimba (183 MW)
Rwanda	Chute du PIB de 12,4 % en glissement annuel au 2ème trimestre de 2020
Seychelles	Le secteur des assurances seychellois en forte croissance en 2019
Somalie	Signature avec la France d'un accord bilatéral de réorganisations de dette
Soudan	Fin de la concession du principal bloc de production pétrolier
Soudan du Sud	Alertes pour un risque potentiel de famine
Tanzanie	Prêt de 120 MUSD de la BAD pour la centrale hydroélectrique de Malagarasi

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation sanitaire.

Après + 5 % la semaine passée, la croissance du nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI ralentit à + 2 % cette semaine (+ 14 129 cas contre + 13 831 la semaine passée), largement supérieur à la tendance mondiale qui ralentit cette semaine (- 3 %

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	15/11	22/11	29/11	15/11	22/11	29/11
Burundi	628	662	681	1	1	1
Comores	574	592	610	7	7	7
Djibouti	5 645	5 661	5 676	61	61	61
Erythrée	493	551	577	0	0	0
Ethiopie	102 321	105 352	108 930	1 565	1 565	1 695
Kenya	69 273	76 404	82 605	1 249	1 249	1 445
Madagascar	17 233	17 310	17 341	249	249	251
Maurice	470	491	501	10	10	10
Rwanda	5 394	5 620	5 872	42	42	47
Seychelles	158	161	172	0	0	0
Somalie	4 301	4 382	4 451	107	107	113
Soudan du Sud	3 003	3 047	3 104	59	59	61
Soudan	14 626	15 839	17 404	1 116	1 116	1 235
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	15 789	17 667	19 944	144	144	201
Total AEOI	240 417	254 248	268 377	4 631	4 631	5 148

contre + 2 % la semaine passée). La hausse du nombre de nouveau cas hebdomadaire se poursuit en Ouganda (+ 2 277 contre + 1 878 et + 1 723), au Rwanda (+ 252 contre + 226 et +181) et au Soudan (+ 1 565 contre + 1 213 et + 471 les 2 dernières semaines). Au Kenya, le nombre de nouveau cas hebdomadaire diminue pour la 2^{ème} semaine consécutive (+ 6 201 contre +7 131 et +7 504).

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Disponibilité du vaccin anti-Covid en Afrique : l'Union Africaine (UA) en pourparlers. Afin de garantir l'accès au vaccin contre la Covid-19, le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies, institution de l'UA, et l'UA seraient en pourparlers avec la Chine et la Russie, notamment pour des essais cliniques. En parallèle, l'*Eximbank* sud-africaine aurait accepté de financer l'achat de vaccins à hauteur de 5 Mds USD. La Banque mondiale, quant à elle, a dédié 12 Mds USD dans le cadre du fonds d'achats de vaccin pour l'ensemble des pays en développement. En effet, le programme Covax de l'OMS, lancé en avril pour permettre un accès aux diagnostics, traitements et vaccins contre la Covid-19, ne pourrait couvrir que 20 % de la population (contre les 60 % requis pour obtenir l'immunité collective).

Actualités pays

BURUNDI

Visite des Ambassadeurs de France et de l'UE du tronçon Bujumbura-Nyamitanga de la RN5. Dans le cadre du développement de leurs corridors de transport, le Burundi et le Rwanda ont défini un programme visant à faciliter le transport sur le Corridor Mugina-Bujumbura-Nyamitanga-Ruhwa-Ntendezi-Mwityazo-Gisenyi, reliant le Burundi au Rwanda et à la Tanzanie. Ce corridor, qui sera mis en œuvre en plusieurs étapes, a une longueur de 497,5 km. Messieurs les Ambassadeurs de France et de l'UE ont visité le tronçon Bujumbura-Nyamitanga de la RN5, infrastructure réalisée par SOGEA-SATOM sur financement du Burundi, de la *Badeabank*, du Fonds saoudien développement et du Fonds Koweïtien.

COMORES

Inauguration de la centrale solaire hybride de 4 MW d'Engie à Pomoni sur l'île d'Anjouan. La centrale solaire hybride de 4 MW de Pomoni développée par Comores Énergies Nouvelle a été inaugurée sur l'île d'Anjouan en présence du Président de la République le 29 novembre. Cette centrale couvrira 40 % des besoins en électricité de la Société nationale d'électricité (Sonelec) à Anjouan. Comores Énergies Nouvelle est une joint-venture entre la société française *Engie Electro Power Systems* (49 % des parts, filiale du groupe Engie spécialisée dans les systèmes de stockage d'énergie et mini-réseaux) et le groupe turc *Vigor* (51 %). Elle a fait appel à deux entreprises locales pour la construction de la centrale : SCK (génie civil et logistique) et Netisse (montage et câblages électriques).

DJIBOUTI

Pas de brève cette semaine

ERYTHREE

Révision de la feuille de route de soutien humanitaire de l'UNICEF. En raison de la pandémie, et du nombre d'enfants exclus du système éducatif (+ 0,3 M ; 0,6 M désormais) qui s'est accru concomitamment, l'UNICEF a publié une nouvelle feuille de route de soutien humanitaire. Ainsi, en 2021, l'institution estime les besoins de financement à déployer dans le pays à 18,7 MUSD, en augmentation de 4,5 MUSD par rapport à 2020. L'aide alimentaire (8 MUSD, soit 43,1 % du programme) et les dépenses liées aux besoins en eau et assainissement (5 MUSD ; 26,8 %), constitueront les deux principaux secteurs d'intervention. Le programme comportera également trois autres axes de financement : la santé (2 MUSD ; 10,7 %), l'éducation (1,6 MUSD ; 8,4 %) et la protection sociale (1 MUSD ; 5,4 %). Pour rappel, l'OMS ne fait état que de 577 cas de Covid-19 en Érythrée.

ETHIOPIE

Situation humanitaire alarmante dans le Tigré. D'après le dernier rapport hebdomadaire des Nations Unies (BCAH), publié après la fin de l'ultimatum dans la région nord du Tigré en proie à des affrontements militaires depuis le 4 novembre, la situation humanitaire serait alarmante. Si avant le déclenchement du

conflit, 850 000 personnes dépendaient de l'aide humanitaire, 1,1 M de personnes supplémentaires seraient désormais concernées. En raison des dysfonctionnements logistiques entraînés par le conflit, les ONG sur place ne disposeraient que de 5 jours de vivres pour subvenir aux besoins de 96 000 réfugiés au Soudan et en Éthiopie. Le 25 novembre, 42 600 demandeurs d'asile ont été recensés au Soudan, dont 45 % d'enfants. Le déficit de financement des bailleurs pour répondre à cette crise s'élèverait actuellement à 75,6 MUSD.

Lancement de l'appel d'offre des nouvelles licences télécom. L'Autorité éthiopienne des télécommunications (ECA) a publié, le 27 novembre, l'appel d'offres pour l'attribution de deux licences télécoms. Les candidats peuvent se procurer les documents d'appel d'offres avant le 10 décembre 2020 auprès de l'ECA en échange de 15 000 USD. Les offres devront être remises au plus tard le 5 mars 2021 à 10 heures GMT. Suite à la publication de l'appel à manifestation d'intérêt clôturé le 22 juin dernier, onze entreprises avaient manifesté leur intérêt, dont cinq entreprises de notoriété internationale : Orange (France), *Vodafone* (GB) via sa filiale en Afrique du sud, *Safaricom* (Kenya), *Etisalat* (EAU) et MTN (Afrique du sud).

KENYA

Révision de la stratégie du gouvernement pour l'atteinte des objectifs de Vision 2030. Lancé en 2008, le plan Kenya *Vision 2030* vise à faire du Kenya un pays à revenu intermédiaire, reposant principalement sur le *Big Four Agenda* : l'industrie manufacturière, le logement abordable, les soins de santé universels et la sécurité alimentaire. Selon la Banque Mondiale, 40 % des projets initiés sont devenus des « éléphants blancs » : en cause notamment, la transition vers la décentralisation amorcée en 2010 et le manque de fonds alloués par les gouvernements des comtés. Alors qu'il reste moins de 10 ans pour atteindre les objectifs, le nouveau directeur général de *Vision 2030*, Isaac Mwige, a déclaré que le plan allait être révisé avant la fin d'année 2020, en étroite collaboration avec le *National Treasury*. L'objectif est de s'assurer que non seulement le projet est planifié, mais que le budget est prévu et qu'il devrait être terminé dans l'année financière où les fonds sont débloqués. Isaac Mwige souhaite également s'assurer que les changements de la scène politique n'affectent pas la dernière ligne droite pour la réalisation des initiatives phares.

KenGen vise la vente directe d'électricité auprès des consommateurs. Dès que la réglementation le permettra, Rebecca Miano, Directrice Générale de *KenGen*, a déclaré que la société de production d'électricité commencera à vendre l'électricité qu'elle produit directement aux consommateurs, mettant ainsi un terme à plus de 100 ans de monopole de la distribution électrique détenu par *Kenya Power*. *KenGen* vise les grands consommateurs d'électricité, qui représentent plus de la moitié des revenus de vente d'électricité de *Kenya Power*, déjà en grande difficulté financière. Cette annonce intervient suite à la signature de l'*Energy Act 2019* qui contraint *Kenya Power* à fournir un accès à son système de distribution pour tout détenteur de licence. Les lignes de distribution resteront cependant propriétés *Kenya Power* et le nouveau distributeur aura l'obligation d'investir pour l'entretien des infrastructures.

Les autorités prévoient un rebond de l'activité au 2nd semestre. Le *Monetary Policy Committee* (MPC) de la *Central Bank of Kenya* (CBK) s'est réunis le 26 novembre 2020. Les indicateurs avancés pointent une reprise de l'activité économique au cours du 2nd semestre. Le PIB se serait contractée de 0,4 % au 1^{er} semestre due à l'impact négatif de la pandémie lors du 2^{ème} trimestre sur les services et en particulier l'éducation, les transports, l'hôtellerie et la restauration ainsi que le tourisme. A contrario, les secteurs de l'agriculture, la santé, les TIC et le secteur financier et assurantiel ont montré une certaine résilience. Au 2nd semestre, la croissance serait toujours portée par l'agriculture et la reprise de l'industrie manufacturière, des exportations et des services grâce à l'assouplissement des mesures de lutte contre la COVID. Considérant que la politique monétaire accommodante mise en place depuis mars était toujours pertinente, le taux directeur de la CBK reste inchangé à 7,00 %.

MADAGASCAR

Approbation du Projet de loi de finances initiale (PLFI) 2021 par l'Assemblée Nationale. Le 27 novembre, l'Assemblée Nationale a approuvé le PLFI 2021, celui-ci prévoit un taux de croissance du PIB à 4,5 % en 2021 (contre 3,2% d'après le FMI), anticipant la relance des activités suite à la crise de la Covid-19. Les recettes globales augmenteraient de 37 %, parmi lesquelles les recettes fiscales augmenteraient à 10,9 % du PIB contre 8,9 % en loi de finances rectificative (LFR). Les recettes fiscales domestiques augmenteraient de 39 % et les recettes douanières de 18 %. Les dépenses globales connaîtraient une hausse de 7 %, entraînant un déficit budgétaire à 5,5 % du PIB (contre 6,3 % en LFR), qui serait financé à 69 % par des financements extérieurs.

MAURICE

La Banque de Maurice poursuit son soutien aux opérateurs économiques en difficulté. La *Mauritius Investment Corporation Limited* (MIC), filiale de la Banque de Maurice, est venue en aide à deux opérateurs économiques stratégiques à hauteur de 3,5 Mds MUR (72,4 MEUR) dans le but de financer leurs besoins en fonds de roulement et le remboursement des intérêts sur leurs emprunts auprès des institutions financières. La MIC a débloqué 3,1 Mds MUR (65,0 MEUR) pour *Sun Resorts Limited* et 350 MMUR (7,4 MEUR) pour *Southern Cross Tourist Company Limited*. Ses discussions se poursuivent avec d'autres groupes hôteliers dont *New Mauritius Hotels*, *Attitude Property Ltd* et *Hilton Mauritius Resort*.

UGANDA

Projet de développement dans la région de la centrale hydroélectrique d'Isimba (183 MW). La compagnie de production d'électricité, *Uganda Electricity Generation Company Limited*, a lancé une première tranche de travaux du Programme d'action du gouvernement, visant à atténuer la pression accrue sur les infrastructures sociales locales, les services sociaux, les moyens de subsistance et les ressources naturelles, constatée consécutive à la construction de la centrale hydroélectrique d'Isimba. Ce programme, d'un montant de 15 MUSD, porte sur la construction de plusieurs équipements dont un institut d'enseignement technique, des salles de classe, des maisons d'enseignants pour les écoles et des installations sanitaires. Pour mémoire, la centrale hydraulique d'Isimba, sur le Nil, a été mise en service en mars 2019.

RWANDA

Chute du PIB de 12,4 % en glissement annuel au 2^{ème} trimestre de 2020. Le ministre des Finances a informé le 23 novembre que le PIB du Rwanda avait connu une baisse de 12,4 % au 2^{ème} trimestre en g.a. Cette contraction est attribuée à une mauvaise performance des sous-secteurs des transports, du commerce, de l'éducation, de la construction, des exportations, des hôtels et restaurants et de l'agriculture. Autre indice du ralentissement des activités économiques, le nombre de nouveaux prêts autorisés par les banques commerciales a diminué de 8,2 % en janvier-septembre 2020 par rapport à la même période en 2019. Cette baisse serait due à une baisse des activités manufacturières et minières en raison de la pandémie de la Covid-19. Enfin, le ministre a indiqué une augmentation du déficit commercial du Rwanda durant les deux premiers trimestres de 2020 avec une diminution de 21,4 % de la valeur des exportations.

SEYCHELLES

Le secteur des assurances seychellois en forte croissance en 2019. D'après le dernier rapport sur la stabilité financière de la Banque centrale des Seychelles, le secteur des assurances est bien réglementé et en croissance. Le volume de primes nettes d'assurance réalisé en 2019 a augmenté de 20 % par rapport à 2018, avec un portefeuille concentré sur l'assurance des biens immobiliers et des véhicules. Depuis quelques années, le secteur devient de plus en plus concurrentiel en raison de l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché : les *insurtechs*, qui développent des produits d'assurances grâce aux nouvelles

technologies. Fin 2019, treize compagnies d'assurance disposent de licences de l'Autorité des services financiers seychelloise (FSA) soit une de moins que l'année précédente.

SOMALIE

Signature avec la France d'un accord bilatéral de réorganisations de dette. Le 26 novembre à Mogadiscio, la France et la Somalie ont signé un accord de restructuration de la dette publique extérieure somalienne, rendu possible par l'atteinte du point de décision dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Cet accord bilatéral vise à l'annulation de 258 MEUR de créance commerciale auprès de la France, 4^{ème} créancier bilatéral du pays, et contribuera ainsi au financement de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté de la Somalie. Si le pays continue de mettre en œuvre de manière satisfaisante le programme de réformes prévues dans le cadre du programme FMI, les représentants des membres du Club de Paris se sont engagés à accorder la part restante de l'allègement de dette prévu dans le cadre de l'initiative PPTE dès que la Somalie aura atteint le Point d'Achèvement.

SOUDAN

Fin de la concession du principal bloc de production pétrolier. Le Ministère de l'Energie et des Mines a officiellement notifié à la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) la fin de sa concession pétrolière du bloc 6, qui vient à terme ce 31 décembre et qui est exploité par le consortium *PETRO ENERGY*. Ce dernier, détenu à 95 % par CNPC et 5 % par l'entreprise publique *SUDAPET*, est le principal producteur et le seul exportateur de pétrole du Soudan : production moyenne de 30 000 b/jour dont 11 000 sont exportés. Depuis la séparation avec le Soudan du Sud, la production pétrolière du Soudan a baissé régulièrement : de 150 000 b/j en 2011, elle ne dépasse pas actuellement 60 000 b/j. Cette chute est due en partie à la difficulté d'accès à de nouvelles technologies mais surtout à la réticence des partenaires étrangers à investir dans le développement des champs soudanais en raison d'une accumulation d'impayés. La dette de l'Etat vis-à-vis des opérateurs internationaux s'élèverait à 3,0 Mds USD, dont 2,5 Mds USD dus à la CNPC et 500 MUSD dus aux partenaires indien et malaisien, qui ont vu la fin de leurs concessions l'année dernière. Cette dette provient du pétrole fournit à la raffinerie publique. Selon le ministère de l'Energie, un mécanisme, alimenté par les revenus générés par le transit du pétrole du Soudan du Sud, aurait été mis en place pour régler ces montants. Par ailleurs, le Soudan espère attirer des investisseurs occidentaux et bénéficier du levier de la technologie pétrolière américaine et européenne, après le retrait du Soudan de la liste américaine des pays soutenant le terrorisme, retrait qui pourrait être effectif avant la fin de cette année.

Organisation d'un recensement général. Les prochaines élections ayant lieu, en principe, durant le premier trimestre 2024, les autorités souhaitent lancer au préalable un recensement de la population accompagné par un recensement agricole, incluant la population animale, les forêts et la pêche. Le coût total de ce recensement, conduit par le *Central Bureau of Statistics* (CBoS), est estimé à 194 MUSD pour la composante population et à 112 MUSD pour la composante agricole. Sur cette deuxième composante, 58 MUSD seront apportés par le gouvernement du Soudan et 28 MUSD par un don de la Banque Africaine de Développement. Reste à trouver qui financera le solde (26 MUSD). Ce projet sera soutenu également par la FAO (500 kUSD pour la rédaction du document cadre), l'USAID (assistance technique du CBoS) et la Banque Mondiale (formation des enquêteurs). Compte tenu de l'étendue du pays, 40 % de ce budget sera dédié au recrutement de l'équipe chargée de collecter les données.

SOUDAN DU SUD

Alertes pour un risque potentiel de famine. Selon plusieurs organisations de la société civile, le Soudan du Sud est confronté à un risque de famine, conséquence d'un conflit prolongé, d'inondations et d'une économie médiocre, qui ont détruit les moyens de subsistance, perturbé la production et les marchés alimentaires et forcé quatre millions de personnes à fuir leurs foyers. Selon *Save the Children*, quelque 300

000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère et près d'un million d'enfants de moins de cinq ans sont confrontés à de graves pénuries alimentaires. Selon les statistiques du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), au moins 6,5 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population du Soudan du Sud, ont été confrontées à l'insécurité alimentaire rien que cette année.

TANZANIE

Prêt de 120 MUSD de la BAD pour la centrale hydroélectrique de Malagarasi. Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a accordé, le 25 novembre, un prêt de 120 MUSD à la Tanzanie pour financer la construction de la centrale hydroélectrique de 50 mégawatts de Malagarasi, dans l'ouest du pays, afin de fournir de l'énergie renouvelable fiable aux 134 000 foyers de la région de Kigoma. Le coût global du projet est estimé à 144,14 MUSD pour une production annuelle moyenne prévue de 181 gigawatt-heure (GWh). Le projet devrait créer environ 700 emplois au cours de la phase de construction, réduire les coûts de production d'électricité de la région (de 0,33 dollar à environ 0,04 dollar par kWh) et réduire le recours aux combustibles fossiles, émetteurs de gaz à effet de serre.

L'aménagement du port de Tanga est en cours. Le «STAR EOS», navire long de 200 mètres et de plus de 55 000 tonnes, a accosté le jeudi 26 novembre 2020 sur le quai N°1 de *Tanga Terminal* après l'achèvement de la première phase du projet d'expansion du deuxième plus grand port de Tanzanie. Il s'agit du plus grand navire jamais accueilli au port de Tanga. Le directeur par intérim M. Donald Ngaile a déclaré que le port avait commencé à traiter de gros navires, décongestionnant ainsi le port de Dar es Salam tout en réduisant la période de transport vers le circuit nord. L'amélioration du port de Tanga réduira le coût des affaires pour les commerçants des régions du Kilimandjaro, Arusha, Manyara et Tanga ainsi que pour ceux des pays voisins. Par ailleurs, le gouvernement tanzanien et le groupe Total ont déjà signé l'accord-cadre pour la construction de l'oléoduc, *East African Crude Oil Pipeline (EACOP)*, qui acheminera le pétrole brut d'Ouganda vers le port de Tanga en Tanzanie. La réussite du méga projet était également liée à la valorisation des capacités du port de Tanga.

CONTACTS

SER de NAIROBI

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de TANANARIVE

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE D'ADDIS ABEBA

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de KAMPALA

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE DE DAR ES SALAM

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de KHARTOUM

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



AMBASSADE DE FRANCE AU RWANDA

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

